

1 AN APRES, IL N'Y A TOUJOURS RIEN DE PRET !

Alors que plus d'un an s'est écoulé depuis la première vague, le gouvernement comme le ministère de l'éducation nationale continuent de gérer la situation à la petite semaine. Mais il ne peuvent plus se cacher derrière le prétendu caractère "imprévisible" de la situation, car ils ont ignoré les alertes multiples des organisations syndicales et des personnels, refusé de mettre en oeuvre la politique et les choix permettant de répondre à la situation.

La casse des services publics (hopital, enseignement...) continue !

La CGT réclamait un plan d'urgence pour l'hôpital, l'éducation nationale, les services publics : Le gouvernement est resté sourd et n'a pas investi dans des lits supplémentaires en réanimation (équipement, formation), n'a pas procédé au recrutement de personnels statutaire en nombre suffisant permettant la diminution des effectifs et le remplacement des collègues dans les écoles. Aujourd'hui, des centaines de classes se retrouvent sans enseignantEs, ATSEM, AESH faute de recrutement en temps et en heure et en nombre suffisant !

Vaccination : Le gouvernement place les profits pharmaceutique avant notre santé

La CGT réclame la réquisition de l'appareil industriel, la gratuité des vaccins et la levée des brevets pour permettre l'accès de masse à la vaccination. Au lieu de cela, le gouvernement protège les profits pharmaceutiques et démontre sa faillite logistique jour après jour. Alors que les personnels éducatifs sont en première ligne, ils ne bénéficient d'aucune priorité vaccinale...

Protection toujours défaillante : économie de bouts de ficelles sur la santé des personnels

LA CGT réclame dès le début que les employeurs, publics et privés, respectent leur obligation de protection santé-travail, et l'investissement industriel dans la production planifiée de matériel de protection. Elle réclame que l'employeur assume son rôle logistique et organisationnel en fournissant aux personnels des équipements de protection. Aujourd'hui, plus d'un an après, toujours pas d'équipements de protection de qualité professionnelle fournis en quantité suffisante aux personnels : alors qu'en un an, on aurait pu relancer la production industrielle de FFP2 et organiser la logistique pour en fournir en masse aux collègues, rien n'a été fait !

Enseignement à distance : outils obsolètes, absence de formation, prime informatique dérisoire

Alors que le gouvernement vient de décider la fermeture des établissements scolaires et le passage en enseignement à distance, les personnels continuent de faire face avec les moyens du bord : applications peu fiables qui produisent déconnexions régulières, absence de formation, absence de cadre clair qui génère stress et risques socio-organisationnels au travail, équipement dérisoire au regard des besoins... et... 150 euros qui sont très loin de couvrir les frais de télétravail ! La CGT exige l'application des textes relatifs au télétravail dans la fonction publique qui prévoient le remboursement de l'ensemble des frais engagés !

Refusons d'accepter que soit sacrifiée notre sante à toutes et tous : exigeons de l'employeur qu'il respecte ses obligations, mobilisons nous pour imposer au gouvernement une autre politique que celle de la fuite en avant permanente !